

Le député de Waterloo (M. Saltsman) ne le comprend pas. Personne n'a dit que cela causait l'inflation. Nous devons payer 175 millions de dollars pour avoir reçu 50 millions. Ni le premier ministre, ni aucun ministre du cabinet fédéral ne s'est élevé contre cette exploitation honteuse. Personne n'a dit que cela causait l'inflation dans la province de Québec. Si le Québec, au lieu d'aller emprunter aux États-Unis, avait utilisé les services de la Banque du Canada pour créer cette même somme de 50 millions, sans intérêt, cela aurait-il causé l'inflation? Non, évidemment. Plusieurs députés fédéraux manquent de matière grise entre les deux oreilles! On parle d'inflation, mais est-ce qu'on manque d'encre ou de plumes à la Banque du Canada? Est-ce que M. Rasminsky ne sait plus compter? On a peur d'entraîner l'inflation en ayant recours aux services de la Banque du Canada, alors que la peur de l'inflation se dissipe lorsqu'on va emprunter chez nos amis, les Américains.

L'entreprise privée réalise des profits, peut s'accommoder des institutions financières actuelles, payer des intérêts et réaliser des profits, cela est normal. Mais que les institutions publiques, c'est-à-dire les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, de même que les commissions scolaires; soient obligées de payer des intérêts, quand elles ne fonctionnent pas à profit, voilà une impossibilité mathématique. C'est un illogisme, de la part du gouvernement central, que de tolérer une situation semblable à l'endroit des provinces, des municipalités et des commissions scolaires.

Le Québec ou l'Ontario pour construire des logements à prix modique—non pas à \$150 par mois pour un ouvrier qui gagne \$5,000 par année ou bien à \$135 ou à \$125 par mois pour des gens qui gagnent \$4,500 ou \$5,500 par année, ce qu'ils ne peuvent pas payer—a besoin de 50 à 500 millions de dollars. On construit les maisons et ensuite on dit aux familles: Peu importe le nombre de vos membres, vous entrez dans la maison.

Au lieu de construire des maisons selon les besoins de la famille, on essaie de tailler les familles à la grandeur de la maison. C'est pas mal intelligent! On construit des logements de quatre appartements pour des familles de dix enfants. C'est beau à voir!

Mon ami, le député de Hull (M. Isabelle), sourit quand je parle de cela, mais il le sait. Dans Hull, nous le constatons tous les jours. De petites maisons sont habitées par des grosses familles. C'est pour cette raison que le gouvernement fédéral et le ministre de la Justice (M. Turner) se «désament» à nous présenter des bills sur l'avortement afin de limi-

ter les naissances, d'empêcher les gens de venir au monde et que nous puissions faire des familles à la mesure des maisons construites par le gouvernement. Voilà les conséquences logiques du système actuel.

Je comprends l'attitude du ministre de la Justice. Il faut rapetisser les familles, parce qu'on ne peut pas agrandir les maisons. On manque de bois et d'autres matériaux. On manque de constructeurs et d'ouvriers. Le ministre sourit. Il a raison de le faire. Ce système est très bête. On persiste à rester dedans, en souriant, comme le ministre de la Justice. On sourit, mais on reste dedans. (*Applaudissements*) On ne fait rien pour en sortir.

Si la province de Québec a besoin de 500 millions de dollars pour la construction d'habitations, la Banque du Canada n'émet pas 500 millions de dollars d'un seul coup, en mettant cet argent en circulation, mais selon les travaux accomplis, selon le travail réalisé. Si, pendant un mois, on construit pour \$500,000, la Banque du Canada émettra un crédit de \$500,000 remboursable en «x» années, selon la dépréciation de ces maisons-là. A ce moment-là, on ne paierait pas deux ou trois fois sa maison. Pour ce qui est de ma petite maison de Hull, la *Mutual Life* m'a consenti une hypothèque. Depuis six ans, je n'ai pas encore payé 100 dollars de capital. Mes paiements sont de \$1,500 par année. Les intérêts dévorent tout. Dans un an, je parviens à payer \$90 ou \$100 de capital. Tout le reste sert à payer les intérêts et les assurances. On exige que je paie trois maisons.

La Société centrale d'hypothèques et de logement a publié des chiffres officiels au sujet des paiements faits relativement à une maison de \$22,000, dont l'hypothèque aurait été consentie à un taux d'intérêt de 9 ou 9¼ p. 100 pour 35 ou 40 ans. A terme, la maison de \$22,000 aura coûté \$99,000. C'est cela l'inflation. Cela n'est pas du rajustement, ce n'est pas le reflet exact de nos possibilités.

● (4.00 p.m.)

Alors, le gouvernement provincial—je reviens à mon exemple—rembourserait l'emprunt sur une période de «x» années, selon la dépréciation des maisons construites, et nous pourrions loger nos gens. Nous pourrions mettre des maisons en vente, permettant aux gagne-petit de posséder leurs maisons, chose qui est absolument impossible dans les circonstances actuelles, dans le régime où nous vivons.

Le gouvernement est aux prises avec ce système. Il émet des vœux, car il a hâte que l'inflation soit supprimée. Seulement, on encourage par tous les moyens ceux qui cau-